Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 3, n° 3 | Décembre 2012

Varia

Sandrine Rousseau, 2012, *Oui, l'écologie, c'est social !*, Les Petits Matins, 106 pages

Frédéric Chavy

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9452>

DOI : 10.4000/developpementdurable.9452

ISSN : 1772-9971

Éditeur

Association DD&T

Référence électronique

Frédéric Chavy, « Sandrine Rousseau, 2012, *Oui, l'écologie, c'est social !*, Les Petits Matins, 106 pages », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 3, n° 3 | Décembre 2012, mis en ligne le 30 novembre 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9452> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.9452>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Développement Durable et Territoires est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

Sandrine Rousseau, 2012, *Oui, l'écologie, c'est social !*, Les Petits Matins, 106 pages

Frédéric Chavy

- 1 « Sandrine Rousseau est économiste, membre du bureau exécutif d'Europe Écologie-Les Verts en charge du projet et du programme. » : la présentation de l'auteur en quatrième de couverture ne laisse aucun doute. Cet opuscule est bien l'exposé d'un programme politique. Il fut rédigé dans le contexte des élections présidentielles françaises. Sandrine Rousseau devait, par la suite, se présenter aux élections législatives.

- 2 La nature éminemment politique et programmatique de cet ouvrage n'est jamais explicitement assumée dans l'ouvrage lui-même, hormis « quelques coups de griffe » à la majorité sortante et au bilan de Nicolas Sarkozy en tant que président de la république française. En revanche, sont mises en exergue des qualités de rigueur intellectuelle, de sérieux et de profondeur d'analyse comme si les écologistes devaient apporter la preuve de leur légitimité dans le débat public et se débarrasser, par anticipation, du moindre soupçon de défendre des propositions et des idées relevant du luxe, n'étant pas applicables sinon réalistes. Pourquoi faire durer le suspense ? L'argumentation défendue ici s'avère relativement convaincante. À condition de bien vouloir lire cet ouvrage dans un état d'esprit constructif, c'est-à-dire hors de toute ligne partisane : accepter de se départir de l'attitude qui consiste à annoncer les catastrophes à venir si les idées défendues par les « adversaires » devaient être mises en œuvre. D'autant plus que la focale choisie ne cherche pas à culpabiliser le lecteur au sujet des dégâts infligés à l'environnement et de la nocivité des conséquences engendrées, mais bien plutôt à mettre en lumière les potentialités d'un changement d'organisation de la société dans son ensemble et du mieux-être à en espérer pour chaque individu dans sa vie quotidienne. Comment cela serait-il possible ?
- 3 L'idée centrale de cet essai est ainsi clairement énoncée dès l'introduction : « *Le pari que forme l'écologie politique est plus ambitieux puisqu'il consiste en une transformation profonde de notre société, aiguillée par des politiques publiques nouvelles innovantes. Le projet écologiste ne mise pas sur la déesse croissance pour faire revenir l'emploi mais sur la transformation des modes de production et des industries, le développement de nouvelles activités et la relocalisation d'autres. Il mise aussi sur une idée certes peu nouvelle mais révolutionnaire au regard des autres politiques menées en termes d'emplois : le travail n'est pas tout dans la vie, la formation tout au long de l'existence et les temps de non-travail sont au moins aussi importants pour l'équilibre et la vie privée, pour le lien social et le bien-être dans la société que le fait d'avoir un emploi.* » (p. 14)
- 4 L'adoption d'un point de vue de ce type conduit à trois conséquences. *Primo*, il ne s'agit nullement d'une volonté de sacrifier la qualité de vie mais de se doter des moyens de la préserver. *Secundo*, cela revient à considérer comme crucial – voire vital – de se confronter à la question de la répartition des ressources et des richesses à notre disposition. Bien entendu, tous les partis politiques se veulent de fervents défenseurs du bien-être de leurs concitoyens. Seule diffère la politique à mener pour aboutir à ce résultat. C'est en cela – et non sur le principe – que les ultra-libéraux et les écologistes divergent fondamentalement. Aux yeux des premiers, l'unique solution consiste à éradiquer les obstacles au fonctionnement idéal du marché qui, dès lors, assurera automatiquement la répartition optimale des ressources. Les seconds, quant à eux, réfutent vigoureusement l'existence d'une régulation efficiente sans intervention humaine. Cela les conduit, *tertio*, à montrer (et la démonstration de Sandrine Rousseau, à cet égard, se révèle implacable) le creusement des inégalités sans cesse croissantes

entre les plus pauvres et les plus riches, à dissocier le consumérisme de la qualité de vie, à analyser le sentiment d'insécurité diffus et en progression dont souffre toute une frange de la population, à disséquer la nocivité de certains modes de consommation ostentatoires. Une citation illustre parfaitement cette opposition entre deux visions du monde :

- 5 « D'un côté, "travailler plus pour gagner plus" permet de déléguer une partie des tâches domestiques compensant partiellement le temps de travail professionnel supplémentaire. Les plus riches allongent leur temps de travail au-delà du raisonnable tandis que les plus pauvres se voient offrir des emplois paupérisants et à temps très partiel. De l'autre, on peut imaginer une société où la réduction du temps de travail professionnel crée de l'emploi de qualité et libère du temps pour que chacun, hommes et femmes, prenne sa part dans les travaux domestiques. » (p. 81)
- 6 En outre, toute la première partie de l'ouvrage consiste à placer sous le halo du projecteur le fait que connaître un élément de fragilité conduit, dans la grande majorité des cas, à cumuler les autres facteurs de fragilité (chômage, maladie...).
- 7 En d'autres termes, le débat doit s'élever à une toute autre altitude que l'unique discussion sur l'environnement. Le clivage contrainte forte/contrainte faible est dépassé. Il s'agit plutôt du choix de la société dans laquelle nous voulons vivre. Cette philosophie conduit, somme toute, à prêcher la foi en l'être humain, car si la régulation par le marché n'est pas la solution idéale, il reste, dès lors, à imaginer des solutions nouvelles et à faire confiance à son imagination. Ce constat nous conduit à évoquer une des limites, nous semble-t-il, de cet exercice. Si Sandrine Rousseau parvient à dénoncer les limites du système actuel, à faire chatoyer, sous nos yeux, la possibilité d'une société plus harmonieuse, le lecteur reste, en revanche, sur sa faim quant aux moyens à mettre en œuvre pour parvenir à un tel résultat, malgré un dernier chapitre sobrement intitulé « Trois chantiers ». Mais n'est-ce pas le reproche le mieux partagé, c'est-à-dire celui à adresser à tous les penseurs dont le but consiste à changer la société en profondeur ?¹

NOTES

1. On pourra lire avec profit une autre chronique de cet ouvrage, dans la revue Ecologie et Politique : <http://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique-2012-2-page-195.htm>

AUTEUR

FRÉDÉRIC CHAVY

Frédéric Chavy est Ingénieur d'étude CNRS au Clersé (UMR 8019) et secrétaire de rédaction de la revue Développement Durable et Territoires